

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Marché de location et maintenance de fontaines à eau d'un
groupement d'achats d'organismes de Sécurité Sociale du Grand Est**

Appel d'offres ouvert passé selon les articles L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2, 1° du Code de la
commande publique

Code CPV 65100000-4
(Distribution d'eau et services connexes)

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)
POUR L'ENSEMBLE DES LOTS**

Marché N° PrA-GE-09

Table des matières

Définitions.....	4
Remarques liminaires.....	5
ARTICLE - 1 Objet, durée et lieux d'exécution du marché	5
1.1 – Objet du marché	5
1.2 – Durée du marché	5
1.3 – Lieux d'exécution du marché.....	6
ARTICLE - 2 Dispositions générales	6
2.1 – Groupement d'achats	6
2.2 – Forme, spécification et procédure de passation du marché.....	6
2.3 – Textes applicables et documents de référence (liste non exhaustive).....	7
2.4 – Allotissement	7
2.5 – Clauses de réexamen et modifications du marché	8
2.5.1 – <i>Clauses de réexamen</i>	8
2.5.2 – <i>Modifications du marché</i>	8
ARTICLE - 3 Pièces contractuelles du marché	8
ARTICLE - 4 Engagement du titulaire	9
ARTICLE - 5 Exécution du marché	9
5.1 – Obligations du titulaire.....	9
5.1.1 Obligation de résultat	9
5.1.2 Obligation de conseil et d'alerte	10
5.2 – Prestations de location-maintenance	10
5.2.1 - Description des fontaines à eau sur réseau de type « entreprise » proposées en location-maintenance (Lots N° 1 à 3)	10
5.2.2 - Description des fontaines à eau à bonbonnes de type « entreprise » proposées en location-maintenance (Lots N° 1 à 3)	11
5.2.3 - Description des fontaines à eau sur réseau de type « réfectoire » proposées en location-maintenance (Lot N° 4).....	12
5.2.4 – Prestations incluses dans les forfaits de location-maintenance.....	12
5.3 – Prestations de maintenance seule (Lots N°2 et 3)	12
5.3.1 – Maintenance préventive	12
5.3.2 – Maintenance curative et déplacement de fontaines.....	13
5.4 – Autres prestations	13
5.4.1 – <i>Analyse du pH de l'eau</i>	13
5.4.2 – <i>Fourniture de bonbonnes</i>	13
5.5 – Modalités d'exécution des prestations	14
5.5.1 – <i>Livraison et installation des fontaines à eau en location-maintenance</i>	14
5.5.2 – <i>Planification de la maintenance préventive</i>	14
5.5.3 – <i>Délais d'intervention, de réparation, de remplacement, de déplacement et d'enlèvement</i>	15
5.5.4 – <i>Consignes liées à la sécurité et à l'accès aux locaux et aux installations</i>	16

5.5.5 – Protection et remise en état des sites d'intervention, gestion des déchets et emballages	16
5.5.6 – Remplacement, déplacement et enlèvement des fontaines	17
5.6 – Suivi des prestations.....	17
5.6.1 – Réunions de suivi.....	17
5.6.2 – Bons d'intervention.....	18
5.6.3 – Livrets d'entretien pour la maintenance seule	18
5.7 – Pénalités et réfections.....	18
5.7.1 – Nature et montant des pénalités (HORS champ de TVA) et réfections.....	19
5.7.2 – Modalités d'application des pénalités	20
5.8 – Clause de non exclusivité.....	21
ARTICLE - 6 Prix du marché.....	21
6.1 – Contenu et forme des prix.....	21
6.1.1 – Prix forfaitaires de location-maintenance (pour l'ensembles des lots)	21
6.1.2 – Prix de maintenance seule (lots N° 2 et 3)	22
6.1.2.1 – Maintenance préventive	22
6.1.2.2 – Maintenance curative et déplacement de fontaines.....	22
6.1.3 – Bonbonnes	22
6.1.4 – Analyse du pH de l'eau	22
6.2 – Bon de commandes	22
6.3 – Révision des prix.....	23
ARTICLE - 7 Modalités de règlement.....	24
7.1 – Acomptes	24
7.2 – Présentation des demandes de paiement	24
7.3 Délai global de paiement.....	25
7.4 – Paiement des groupements d'opérateurs économiques (cotraitants)	25
7.5 – Nantissement et cession de créance	26
ARTICLE - 8 Sous-traitance.....	26
ARTICLE - 9 Responsabilité et assurance	27
9.2 – Responsabilité.....	27
9.3 – Assurance	27
ARTICLE - 10 Résiliation	27
ARTICLE - 11 Force majeure	28
ARTICLE - 12 Redressement ou liquidation judiciaire.....	28
ARTICLE - 13 Règlement des litiges – langues – Evolution de la législation.....	29
ARTICLE - 14 Clause de confidentialité.....	29
ARTICLE - 15 Développement durable	30
ARTICLE - 16 Désignation des référents du marché	30
ARTICLE - 17 Dérogation au CCAG-FCS en vigueur	30

DEFINITIONS

AE : Acte d'Engagement

CCP : Cahier des Clauses Particulières

BP(U&F) : Bordereau de Prix (forfaitaires et unitaires).

DQE : Devis Quantitatif Estimatif.

Code de la commande publique : Textes issus de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Comptables assignataires : Directeurs financiers et comptables des organismes membres du groupement d'achats.

Coordonnateur : Le Coordonnateur du présent marché est le **Pôle Régional Achats de la CPAM de Meurthe et Moselle**. Il coordonne les besoins des organismes visés à l'article 2.1 du CCP.

CAF : Caisse d'Allocations Familiales. Les CAF sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Les CPAM sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

UIOSS : Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale. Les UIOSS sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

UC-CMP : Union de Caisses – Centre de Médecine Préventive. Les UC-CMP sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

URSSAF : Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales. Les URSSAF sont des organismes de droit privé exerçant une mission de service public.

Organismes : Sont désignés par le terme « organismes » les membres du groupement d'achats désignés à l'article 2.1 du CCP.

RGPD : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018

Sous-traitant : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par le coordonnateur.

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le coordonnateur notifie le marché public.

Maintenance :

Le vocabulaire utilisé pour la définition des prestations ci-dessous, est conforme à la norme Afnor FDX 60-000. Ce document définit la notion de maintenance comme « *l'ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir un bien dans son état de fonctionnement ou en mesure d'assurer un service déterminé* ». Cette norme différencie :

La **maintenance préventive** effectuée dans l'intention de réduire la probabilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu selon un échéancier établi pour une périodicité calendaire.

La **maintenance curative** qui comprend l'ensemble des prestations destinées à remettre définitivement un équipement en état de fonctionnement.

REMARQUES LIMINAIRES

Au regard des différentes évolutions de la Sécurité Sociale et de ses conséquences, le présent marché est susceptible d'évoluer. Ainsi, le parc immobilier des organismes membres du groupement d'achats peut changer au cours du marché (achat, vente de sites extérieurs, réhabilitations, ...). Le groupement d'achats se réserve le droit de procéder aux ajustements du volume des prestations à réaliser, dans la limite des conditions prévues aux articles 2.2 et 2.5 du présent CCP. Ces modifications se feront conformément aux dispositions tarifaires mentionnées par le titulaire dans son offre.

Les cas de diminution se feront sans indemnité compensatrice.

ARTICLE - 1 OBJET, DUREE ET LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ

1.1 – Objet du marché

Dans le cadre d'un groupement d'achats d'organismes de Sécurité Sociale du Grand Est, le présent marché a pour objet :

La location, la maintenance préventive et curative du parc de fontaines à eau des organismes membres dont la liste figure à l'article 2.1 du présent CCP.

A titre indicatif, les sites connus d'interventions et les équipements recensés à la date de publication du marché sont référencés à l'annexe 3 au présent CCP.

Cette liste peut être amenée à évoluer en fonction d'éventuelles restructurations, tout en restant dans le périmètre géographique de la région Grand Est.

Le marché est composé de 3 lots géographiques et d'1 lot technique.

- Pour chacun des 3 lots géographiques, le titulaire devra être en capacité de fournir et de maintenir les 4 types de fontaines suivantes et une prestation de maintenance seule :

Fontaines pour entreprises :

- Réseau Eau froide / Eau tempérée.
- Réseau Eau froide / Eau tempérée / Eau chaude.
- Réseau Eau froide / Eau tempérée / Eau gazeuse.
- Bonbonnes Eau froide / Eau tempérée.
- Maintenance seule, de fontaines réseau dont l'UC-CMP est propriétaire.

Ces Fontaines devront être posées au sol, être équipées de commandes de distribution et d'un **espace de remplissage d'une hauteur minimum de 19 cm**.

- Le lot technique consiste en la location-maintenance de fontaines de réfectoire pour l'UIOSS de la Marne.

Fontaines pour réfectoire :

- Réseau Eau froide / Eau tempérée.

Ces fontaines devront être posées au sol et être équipées d'un bouton de distribution et d'un **espace de remplissage d'une hauteur minimum de 33 cm**.

Aucun travail de plomberie ne sera demandé au titulaire, dans le cadre du marché.

1.2 – Durée du marché

Le marché public est conclu pour une période ferme de 12 mois à compter du 1^{er} décembre 2025, ou à la date de réception de l'accusé de réception de la notification du marché si celle-ci est postérieure.

A l'issue de cette période initiale, le marché public est reconductible tacitement trois fois par périodes de 12 mois, sans que la durée totale du marché puisse excéder 48 mois.

La conclusion de bons de commandes passés sur la base de cet accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Ils peuvent être émis jusqu'à son terme, sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder trois (3) mois calendaires au-delà de la date limite d'exécution de l'accord-cadre.

Le coordonnateur a la faculté de mettre fin au marché à chaque période de reconduction. Cette décision sera alors notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire reste quant à lui tenu par son engagement pour la durée totale du marché, soit 48 mois maximum.

Tous les cas de résiliation du présent marché sont prévus à l'article 10 du présent CCP.

1.3 – Lieux d'exécution du marché

Le périmètre géographique d'exécution du marché est la région Grand Est de la France.

Les sites d'intervention connus et les équipements recensés à la date de publication du marché sont référencés à l'annexe 3 du présent CCP.

Ils sont susceptibles d'évoluer en fonction de potentielles réorganisations (déménagements, ouvertures ou fermetures de sites), tout en restant limités à la région Grand Est.

Au niveau départemental, chaque organisme dispose d'un siège social et de plusieurs agences et/ou bâtiments administratifs délocalisés.

ARTICLE - 2 DISPOSITIONS GENERALES

2.1 – Groupement d'achats

En vertu des dispositions de l'article L. 2113-6 du code de la commande publique, les organismes nommés dans le tableau ci-dessous ont constitué un groupement d'achats dont le Coordonnateur est le Pôle Régional Achats de la CPAM de Meurthe et Moselle.

Organismes membres	Lots
CPAM du Bas Rhin	Lot N°1 Location-maintenance de fontaines d'entreprise - Alsace
CPAM du Haut Rhin	
UIOSS du Haut Rhin	
CPAM de Meurthe et Moselle	Lot N°2 Location-maintenance et maintenance seule de fontaines d'entreprise - Lorraine
CPAM de la Meuse	
CPAM de la Moselle	
CPAM des Vosges	
UC-Centre Médecine Préventive	
CPAM des Ardennes	Lot N°3 Location-maintenance et maintenance seule de fontaines d'entreprise - Champagne-Ardenne
CPAM de l'Aube	
CPAM de la Marne	
URSSAF de la Marne	
CAF de la Marne	
CPAM de Haute Marne	
CAF de Haute-Marne	
UC-Centre Médecine Préventive	
UIOSS de la Marne	Lot N°4 Location-maintenance Fontaines de réfectoire

Au terme de la consultation, le marché public est conclu et notifié par le représentant du Coordonnateur.

Suite à la notification du marché, chaque membre du groupement d'achats :

- Gèrera la vie du marché pour le périmètre dont il a la responsabilité,
- Emettra ses propres bons de commande selon ses besoins particuliers,
- S'assurera de leur bonne exécution (conformité avec la commande, application de pénalités si nécessaire, ...)
- Effectuera directement au titulaire retenu les paiements correspondants à ses bons de commande.

2.2 – Forme, spécification et procédure de passation du marché

Le présent marché public est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum.

Les montants totaux de chaque lot du marché (reconductions incluses) ne pourront excéder les plafonds ci-dessous, sur la durée totale du marché :

- Lot N°1 (Alsace) : 100.000 € HT.
- Lot N°2 (Lorraine) : 150.000 € HT.
- Lot N°3 (Champagne-Ardenne) : 100.000 € HT.
- Lot N°4 (Fontaines réfectoire UIOSS 51) : 30.000 € HT

Le marché public est un appel d'offres ouvert passé selon les articles L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2, 1° du Code de la commande publique.

Il est régi par le CCAG fournitures courantes et services (FCS) en vigueur et le présent cahier des clauses particulières (CCP).

2.3 – Textes applicables et documents de référence (liste non exhaustive)

- Le code du travail (et notamment l'article R.4225-4),
- Le code de la santé publique (et notamment l'article R.1321),
- Le code de la commande publique,
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018,
- La circulaire DGS/PGE/1D N°2058
- Les normes et règlements de sécurité en vigueur à la date du marché,
- La circulaire de la direction générale de la santé du 30 décembre 1986.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. De par sa qualité de professionnel, il sera seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable au cours du présent marché.

2.4 – Allotissement

Le présent marché est composé de quatre (4) lots détaillés dans le tableau ci-dessous.

Organismes membres	Lots
CPAM du Bas Rhin	Lot N°1 Location-maintenance de fontaines d'entreprise - Alsace
CPAM du Haut Rhin	
UIOSS du Haut Rhin	
CPAM de Meurthe et Moselle	Lot N°2 Location-maintenance et maintenance seule de fontaines d'entreprise - Lorraine
CPAM de la Meuse	
CPAM de la Moselle	
CPAM des Vosges	
UC-Centre Médecine Préventive	
CPAM des Ardennes	Lot N°3 Location-maintenance et maintenance seule de fontaines d'entreprise - Champagne-Ardenne
CPAM de l'Aube	
CPAM de la Marne	
URSSAF de la Marne	
CAF de la Marne	
CPAM de Haute Marne	
CAF de Haute-Marne	
UC-Centre Médecine Préventive	
UIOSS de la Marne	Lot N°4 Location-maintenance Fontaines de réfectoire

2.5 – Clauses de réexamen et modifications du marché

L'acheteur se réserve le droit de modifier l'accord-cadre dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

En fonction des besoins des organismes membres, le nombre de fontaines gérées dans le cadre du marché pourra évoluer, sans toutefois excéder de plus de 30% les quantités figurant à l'annexe 3 du présent CCP.

2.5.1 – Clauses de réexamen

- Fermeture d'un site et/ou suppression d'une fontaine figurant à l'annexe 3 du présent CCP :
Le pouvoir adjudicateur mettra en œuvre cette modification de façon unilatérale. La décision sera matérialisée par l'envoi d'un courriel.
Les modifications se feront sans indemnité compensatrice.
- Ajout d'un site et/ou d'une fontaine :
Les ajouts de sites ou de nouvelles fontaines dont la catégorie est répertoriée au bordereau des prix se feront aux conditions du marché en vigueur.
La décision sera matérialisée par l'envoi d'un courriel.

2.5.2 – Modifications du marché

Les modifications de l'accord-cadre sont actées par avenant. Elles ont pour objet la fourniture d'un service supplémentaire (Ajouts de fontaines de catégorie non répertoriée au BP) devenu nécessaire et ce, en application des articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

PARTICULARITES POUR LES EQUIPEMENTS SOUS PERIODE DE GARANTIE «FABRICANT/INSTALLATEUR» NON REMPLACES PAR LE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE (dans le cadre de la maintenance seule) :

Durant la période de garantie, pour les nouveaux équipements non remplacés par le titulaire de l'accord-cadre, la maintenance préventive et curative en cas de dysfonctionnement, est assurée par la société ayant gérée l'installation.

À l'échéance de la période de garantie, les équipements concernés sont intégrés au marché dans les conditions indiquées à l'article 2.5.1.

ARTICLE - 3 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS en vigueur, les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes,
 - *Annexe 1 : Liste des référents du candidat pour le marché (pour chacun des lots),*
 - *Annexe 2 : Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) et Devis Quantitatif Estimatif (DQE),*
 - *Annexe 3 : Recensement des équipements,*
- Le Mémoire Technique (MT) complété par le titulaire,
- La liste des référents de chaque organisme, remise au titulaire, à la notification du marché,
- Le livret de sécurité du prestataire remis par chaque organisme au titulaire, à la notification du marché,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur,
- Les plannings annuels d'intervention validés par chaque organisme,
- Les bons de commandes au fur et à mesure de leur émission,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG-FCS et les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, sont des pièces générales non jointes au dossier de consultation des entreprises, et sont par nature, réputés connus du titulaire du présent marché.

Les exemplaires originaux des autres pièces énumérées ci-dessus, conservés par le coordonnateur, font seuls foi.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables dans le cadre du présent marché.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution du marché ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché désignées au présent article.

ARTICLE - 4 ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.

Celles-ci devront être conformes aux exigences de qualité en vigueur dans la profession du titulaire, aux préconisations des constructeurs et satisfaire aux conditions énoncées à l'article 5 du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire s'engage également, pour les prestations du marché, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, ainsi que dans son domaine d'activité.

Le personnel du titulaire intervenant sur les sites des organismes possède la qualification professionnelle, et les connaissances requises pour l'exécution des prestations. Les justificatifs devront être fournis à l'appui du DC2.

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai, toute les évolutions réglementaires qui pourraient subvenir en cours d'exécution du marché.

ARTICLE - 5 EXECUTION DU MARCHE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties privilégieront la communication par courriel, afin d'associer la rapidité de transmission à la garantie d'une date certaine.

Les communications téléphoniques qui seraient nécessaires, notamment en cas d'urgence, feront l'objet d'une confirmation par courriel.

Les boîtes aux lettres électroniques des organismes à utiliser exclusivement seront transmises aux titulaires suite à l'attribution de chaque lot du marché.

Le candidat, quant à lui, indiquera à l'annexe 1 du présent CCP, les coordonnées à utiliser, dans le cadre de la communication avec les organismes.

A titre indicatif, les différents sites des organismes sont actuellement équipés de **186** fontaines à eau en location-maintenance et de **11** fontaines en maintenance seule.

Les différents types de fontaines à eau souhaités, leur dénombrement et leur emplacement sont détaillés à l'annexe 3 du présent CCP.

5.1 – Obligations du titulaire

5.1.1 Obligation de résultat

Le titulaire accepte de prendre en charge les prestations définies dans l'objet du marché pour l'intégralité du parc d'équipements existant et à venir, pour le ou les lots qui lui sont attribués, dans les conditions et selon les obligations figurant au présent marché.

Le titulaire a notamment l'obligation de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des missions qui lui sont confiées, dans les délais et conditions fixés par le présent marché et conformément aux plannings d'interventions établis en collaboration avec chaque organisme.

Chaque intervenant est formé et qualifié pour intervenir dans les règles de l'art dans le domaine d'activité lié à l'objet du marché.

Le titulaire fait siens les problèmes d'horaires et d'effectifs. Il recrute, rémunère et emploie le personnel nécessaire, sous sa seule responsabilité.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché, et assure les contrôles médicaux obligatoires.

5.1.2 Obligation de conseil et d'alerte

Le titulaire sera force de proposition auprès des organismes.

A cette fin, le titulaire est astreint à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires.

Le titulaire assure également auprès du Coordonnateur un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution du marché dont il a la responsabilité, sans délai à compter de la connaissance de l'évènement, et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

5.2 – Prestations de location-maintenance

L'ensemble des prestations de location-maintenance du marché seront exclusivement réalisées par le titulaire de chaque lot, dans le cadre du présent marché, sauf à ce que ce dernier soit dans l'incapacité de répondre à une demande dans les conditions définies par l'accord cadre.

Les prestations de location-maintenance ont pour but d'assurer la location et la maintenance d'un parc de fontaines à eau des organismes membres du groupement d'achats.

Elles seront exécutées en conformité avec les textes, normes et conditions de sécurité en vigueur et garantiront la protection et la sécurité du personnel, du public et de l'environnement.

Le titulaire veillera également au respect des recommandations des fabricants.

5.2.1 - Description des fontaines à eau sur réseau de type « entreprise » proposées en location-maintenance (Lots N° 1 à 3)

Les fontaines à eau proposées par le candidat devront obligatoirement être :

- Branchées sur le réseau de distribution d'eau potable,
- De type colonnes posées au sol,
- Neuves ou reconditionnées.

Les fontaines reconditionnées seront en parfait état de fonctionnement et seront d'un aspect identique à du matériel neuf. Leur installation devra faire l'objet d'un accord express de l'organisme concerné.

Les fontaines proposées doivent être équipées **obligatoirement** :

- D'un espace de remplissage effectif entre le ramasse-gouttes et les sorties d'eau d'une hauteur minimum de 19 cm,
- D'un système de filtration d'eau de qualité (filtre retenant le chlore, le calcaire, les mauvais goûts et les mauvaises odeurs, etc...),
- D'une sécurité antifuites (type valve anti-retour ou équivalent) : afin d'éviter des dégâts des eaux, cette caractéristique est obligatoire, sous peine de voir déclarer l'offre du candidat irrecevable,
- D'un bac ramasse goutte de capacité suffisante pour éviter qu'il ne déborde et pouvant être raccordé à une évacuation ou à un bidon récupérateur (si possible doté d'une sécurité anti-débordement), au choix de chaque organisme. Le raccordement à l'évacuation ou l'installation du bidon récupérateur (selon les cas), seront inclus dans la prestation d'installation.
- Un système de distribution garantissant une ***eau filtrée, purifiée et sécurisée*** et devant être au maximum protégé pour limiter toute contamination bactérienne,
- De boutons de distribution permettant aux utilisateurs de se servir dans le respect des règles sanitaires les plus strictes, notamment celles en vigueur en période de crise sanitaire,
- De cordons d'alimentation (électrique et eau) d'1,50 mètre minimum,
- De porte-gobelets (la fourniture des gobelets n'est pas une prestation demandée dans le cadre du marché),

Par ailleurs, ces fontaines à eau devront :

- Permettre, selon les configurations choisies par les organismes, un débit d'eau froide, tempérée, chaude et gazeuse suffisant pour éviter toute rupture dans la distribution,
- Pour les fontaines distribuant de l'eau chaude, fournir une température suffisante pour permettre la fonction tisane. La température pourra éventuellement être réglable,
- Être branchées sur le réseau d'arrivée d'eau potable permettant un débit intarissable.

Ces fontaines à eau doivent justifier de la certification ACS ou équivalente ou de la norme NSF ou équivalente qui garantissent la qualité sanitaire des distributeurs d'eau, ainsi que l'engagement du fabricant à respecter les normes de commercialisation en vigueur. Les attestations seront à fournir.

Une étiquette devra être apposée sur chaque fontaine précisant le numéro d'identifiant de la fontaine ainsi que les dates d'intervention, afin d'assurer un suivi de maintenance.

En cas de défaillance technique d'une fontaine à eau en location-maintenance, le titulaire du marché s'engage à remplacer la ou les fontaine(s) défaillante(s) pendant la durée totale du marché. Cette prestation est incluse dans le forfait. A défaut d'un tel remplacement, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 5.7 du présent CCP.

5.2.2 - Description des fontaines à eau à bonbonnes de type « entreprise » proposées en location-maintenance (Lots N° 1 à 3)

Les fontaines à eau proposées par le candidat devront obligatoirement être :

- De type colonnes posées au sol,
- Neuves ou reconditionnées.

Les fontaines reconditionnées seront en parfait état de fonctionnement et seront d'un aspect identique à du matériel neuf. Leur installation devra faire l'objet d'un accord express de l'organisme concerné.

Les fontaines proposées doivent être équipées **obligatoirement** :

- D'un espace de remplissage effectif entre le ramasse-gouttes et les sorties d'eau d'une hauteur minimum de 19 cm,
- D'une sécurité antifuites (type valve anti-retour ou équivalent) : afin d'éviter des dégâts des eaux, cette caractéristique est obligatoire, sous peine de voir déclarer l'offre du candidat irrecevable,
- D'un bac ramasse goutte de capacité suffisante pour éviter qu'il ne déborde et pouvant être raccordé si possible à une évacuation ou à un bidon récupérateur, au choix de chaque organisme. Le raccordement à l'évacuation ou l'installation du bidon récupérateur (selon les cas), seront inclus dans la prestation d'installation.
- Un système de distribution garantissant une **eau filtrée, purifiée et sécurisée** et devant être au maximum protégé pour limiter toute contamination bactérienne,
- De boutons de distribution permettant aux utilisateurs de se servir dans le respect des règles sanitaires les plus strictes, notamment celles en vigueur en période de crise sanitaire,
- De cordons d'alimentation (électrique et eau) d'1,50 mètre minimum,
- De porte-gobelets (la fourniture des gobelets n'est pas une prestation demandée dans le cadre du marché),

Ces fontaines à eau doivent justifier de la certification ACS ou équivalente ou de la norme NSF ou équivalente qui garantissent la qualité sanitaire des distributeurs d'eau, ainsi que l'engagement du fabricant à respecter les normes de commercialisation en vigueur. Les attestations seront à fournir.

Une étiquette devra être apposée sur chaque fontaine précisant le numéro d'identifiant de la fontaine ainsi que les dates d'intervention, afin d'assurer un suivi de maintenance.

En cas de défaillance technique d'une fontaine à eau, le titulaire du marché s'engage à remplacer la ou les fontaine(s) défaillante(s) pendant la durée totale du marché. Cette prestation est incluse dans le forfait. A défaut d'un tel remplacement, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 5.7 du présent CCP.

5.2.3 - Description des fontaines à eau sur réseau de type « réfectoire » proposées en location-maintenance (Lot N° 4)

Les fontaines à eau de type « réfectoire » proposées par le candidat devront fournir de l'eau fraîche et tempérée, être branchées sur le réseau de distribution d'eau potable, modèle posé au sol, neuves ou reconditionnées.

Les fontaines reconditionnées seront en parfait état de fonctionnement et seront d'un aspect identique à du matériel neuf. Leur installation devra faire l'objet d'un accord express de l'organisme concerné.

Les fontaines proposées doivent être équipées obligatoirement :

- De deux robinets,
- D'un espace de remplissage effectif entre le ramasse-goutte et les sorties d'eau d'une hauteur minimale de 33 cm,
- D'un système de filtration d'eau de qualité (filtre retenant le chlore, le calcaire, les mauvais goûts et les mauvaises odeurs, etc...),
- D'une sécurité antifuites (type valve anti-retour ou équivalent) : afin d'éviter des dégâts des eaux, cette caractéristique est obligatoire, sous peine de voir déclarer l'offre du candidat irrecevable,
- D'un bac ramasse goutte de capacité suffisante pour éviter qu'il ne déborde et pouvant être raccordé à une évacuation ou à un bidon récupérateur, au choix de chaque organisme. Le raccordement à l'évacuation ou l'installation du bidon récupérateur (selon les cas), seront inclus dans la prestation d'installation,
- Un système de distribution garantissant une eau filtrée, purifiée et sécurisée et devant être au maximum protégé pour limiter toute contamination bactérienne,
- De boutons de distribution, permettant aux utilisateurs de se servir dans le respect des règles sanitaires les plus strictes, notamment celles en vigueur en période de crise sanitaire,
- De cordons d'alimentation (électrique et eau) d'1,50 mètre minimum,
- D'un réglage de la température de l'eau,
- D'un dispositif de désinfection par UV ou équivalent.

5.2.4 – Prestations incluses dans les forfaits de location-maintenance

Les forfaits de location-maintenance incluent à minima les prestations ci-dessous :

- La location des fontaines,
- La maintenance semestrielle préventive des fontaines, conformément aux préconisations du constructeur et à la réglementation en vigueur, et qui comprendra à minima :
 - Un nettoyage complet de la carrosserie et des bacs de distribution, une débactérisation externe et interne du circuit d'eau, un détartrage des robinets et/ou buses extérieures.
 - Un contrôle du bon fonctionnement et du débit d'eau sur chaque fontaine.
 - Le remplacement des filtres à chaque maintenance.
- La maintenance curative des fontaines (dysfonctionnements mineurs ne nécessitant pas le remplacement à l'identique),
- L'installation des fontaines, y compris le raccordement au réseau d'alimentation, le raccordement à l'évacuation lorsque c'est possible, et dans le cas contraire, le raccordement à un bidon récupérateur fourni et installé par le titulaire dans la fontaine,
- Le remplacement à l'identique, des fontaines en cas de défaillance technique (Cf. art. 5.2.1),
- Le changement de type de fontaine (le forfait lié au type de fontaine sera appliqué à compter de la date effective de mise en service de la fontaine de la nouvelle gamme. Par exemple : un organisme souhaite passer de fontaines EF/ET à des fontaines EF/ET/EC),
- Le déplacement de fontaine (réaménagement de locaux, déménagement...),
- L'enlèvement des fontaines à l'issue du marché ou en cas de diminution du parc,
- Toute autre prestation nécessaire au maintien d'un service conforme aux dispositions du marché.

5.3 – Prestations de maintenance seule (Lots N°2 et 3)

5.3.1 – Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de réduire les risques de pannes et dysfonctionnements et de maintenir dans le temps, les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales en vue d'assurer une utilisation optimale et un niveau de sécurité en conformité avec la réglementation en vigueur.

La maintenance préventive sera effectuée semestriellement, conformément aux préconisations des constructeurs et de la réglementation en vigueur, et elle comprendra à minima :

- Un nettoyage complet de la carrosserie et des bacs de distribution, une débactérisation externe et interne du circuit d'eau, un détartrage des robinets et/ou buses extérieures.
- Un contrôle du bon fonctionnement et du débit d'eau sur chaque fontaine.
- Le remplacement des filtres à chaque maintenance.

Une intervention de dépannage ne peut en aucun cas tenir lieu de visite périodique de maintenance préventive.

5.3.2 – Maintenance curative et déplacement de fontaines

La maintenance curative a pour but de procéder à la mise en sécurité, au dépannage et à la réparation des équipements et au remplacement éventuel des pièces jugées défectueuses, usées ou cassées à la suite d'un usage normal de l'équipement, ainsi qu'à la vérification des performances et de la conformité de celui-ci avant remise en service.

Les interventions curatives seront réalisées dans les délais indiqués à l'article 5.5.3 du présent CCP.

Le titulaire veillera à conserver en permanence un stock de pièces de rechange lui permettant d'assurer l'entretien et le dépannage courants des équipements. Ce stock restera la propriété du titulaire.

⇒ **Déplacement de fontaines :**

Chaque organisme pourra demander des déplacements de fontaines (désinstallation et réinstallation comprises sur le réseau existant) en cas de déménagement, de réaménagement ou de restructuration des locaux.

Les prix de main d'œuvre et les frais de déplacement liés à la maintenance curative et au déplacement de fontaines seront ceux indiqués par le titulaire dans son bordereau des prix hors forfait, conformément aux dispositions de l'article 6.1.2 du présent CCP.

⇒ **Passage en location-maintenance :**

Un organisme pourra à tout moment du marché, choisir de passer d'un forfait de maintenance seule à un forfait de location-maintenance, dans les conditions du présent marché.

5.4 – Autres prestations

5.4.1 – Analyse du pH de l'eau

Chaque organisme pourra, s'il le souhaite, commander des analyses du pH de l'eau dont les résultats devront être adressés par courriel au référent compétent de chaque organisme, dont la liste sera transmise au titulaire lors de l'attribution du marché.

5.4.2 – Fourniture de bonbonnes

Le titulaire du marché sera chargé de fournir les bonbonnes pour les organismes utilisateurs des fontaines concernées.

Les bonbonnes fournies :

- Seront d'une contenance proche de 18,90 litres (une fourchette de 1 litre en plus ou en moins sera tolérée),
- Contiendront de l'eau de source,
- Seront sans bisphénol A.

Le titulaire sera en charge de la livraison des bonbonnes, aux endroits définis par l'acheteur, pour chaque site, ainsi que de la récupération des bonbonnes vides et de leur recyclage / réemploi.

Le titulaire assurera l'approvisionnement en bonbonnes de manière à éviter toute rupture de stock.

Il se rapprochera des organismes utilisateurs de bonbonnes, pour finaliser l'organisation des approvisionnements.

5.5 – Modalités d'exécution des prestations

5.5.1 – Livraison et installation des fontaines à eau en location-maintenance

Parallèlement à l'émission des bons de commande (en début ou en cours de marché), chaque organisme contactera le titulaire pour planifier l'installation des fontaines le concernant. La livraison et l'installation des fontaines sur chaque site devra se faire le plus rapidement possible à compter de la réception de la demande de chaque organisme.

Pour ce qui est des commandes initiales en début de marché, il conviendra d'éviter une rupture de service lorsque les anciens prestataires auront repris leurs équipements.

Dans le cas où le prestataire sortant n'aurait pas procédé à l'enlèvement de ses équipements à la date d'installation prévue, l'acheteur se réserve le droit de demander au titulaire entrant de désinstaller les équipements en place pour installer les siens.

Cette éventuelle prestation se fera sans surcoût.

Le délai maximum pour la livraison et l'installation des fontaines sur les différents sites des organismes, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire, ne pourra excéder 20 jours ouvrés.

A défaut de confirmation du titulaire, le délai de livraison et d'installation courra à compter de 48 heures après l'envoi du bon de commande.

A défaut de livraison et d'installation dans les délais impartis, le titulaire du présent marché s'expose aux pénalités mentionnées dans l'article 5.7 du présent CCP.

Les appareils devront être transportés, livrés, déballés, installés par le fournisseur et sous sa responsabilité.

Le titulaire devra procéder au raccordement des fontaines sur le réseau d'eau potable et sur le réseau électrique par du personnel compétent dans ces domaines.

Il devra également procéder au raccordement au système d'évacuation choisi pour chaque fontaine (bidons récupérateurs, raccord à l'évacuation des eaux usées...).

Tout dégât consécutif à l'installation de ces fontaines sera à la charge du titulaire.

Remarque : les organismes disposent déjà d'un accès au réseau d'eau pour brancher toutes les fontaines réseau mentionnées dans l'annexe 3 du présent CCP (pas de travaux de plomberie à prévoir).

5.5.2 – Planification de la maintenance préventive

Au plus tard 30 jours calendaires après la notification du marché, le titulaire devra remettre pour validation aux référents des organismes concernés (dont les coordonnées lui seront transmises suite à l'attribution du marché), un planning prévisionnel annuel des visites préventives.

Pour les années suivantes, le titulaire remettra son planning annuel d'intervention au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire du marché.

Après accord de l'organisme concerné, le planning d'intervention est notifié au titulaire et devient une pièce contractuelle du marché, conformément à l'article 3 du présent CCP.

Pour la bonne réalisation des prestations planifiées, le titulaire fera parvenir au référent compétent de l'organisme concerné, dans les 2 semaines précédant la date d'intervention, un courriel de confirmation de la date effective de passage.

Toute demande de modification du planning se fera, quelle que soit la partie à l'initiative, en concertation entre l'organisme concerné et le titulaire.

En aucun cas, un report de prestation ne pourra se faire en contradiction avec la réglementation en vigueur.

En cas de non-respect du délai de remise du planning et en cas de non-respect du planning, sauf accord de l'organisme concerné, les pénalités prévues à l'article 5.7 du présent CCP seront appliquées.

Les dates et horaires des interventions planifiées devront être strictement respectées.

Si l'agent du titulaire se présente de manière impromptue dans un organisme pour une opération de maintenance préventive sans respecter le planning validé, il se verra refuser l'accès au site concerné et devra revenir à la date prévue par la programmation établie.

5.5.3 – Délais d'intervention, de réparation, de remplacement, de déplacement et d'enlèvement

- **Délais d'intervention :**

Il s'agit du délai donné au titulaire, à compter de la demande de l'acheteur (appel du service support, confirmé par mail), pour se rendre sur site, rechercher la cause du dysfonctionnement, établir un diagnostic et mettre en œuvre les moyens pour commencer une opération de dépannage.

Dans les cas où le dépannage ne pourrait pas être effectué immédiatement, le prestataire effectuera sans délai les opérations nécessaires à la mise en sécurité des personnes, des installations et des lieux.

Pour toutes les demandes de dépannage, une intervention systématique du titulaire est rendue nécessaire et obligatoire dans les délais suivants :

Type d'intervention	Délai d'intervention maximum autorisé
Pour cause d'équipement rendu inexploitable, de panne complète ou partielle de l'équipement ou de défauts ayant un impact sur la sécurité ou les installations des organismes	2 jours ouvrés

- **Délais de réparation (fontaines en maintenance seule) :**

Le délai de réparation détermine la durée nécessaire pour achever la réparation de l'équipement.

Cette prestation concerne les fontaines en maintenance seule (les fontaines en location-maintenance ne sont pas concernées par cette prestation).

En effet, en cas de défaillance des fontaines en location-maintenance, le remplacement de ces dernières est prévu par le présent CCP (Art. 5.2.4).

Les délais de réparations maximum autorisés dans le cadre du marché sont précisés ci-dessous. Ils s'achèvent à la remise en service normal et sans restriction de l'équipement.

Type de réparation	Délai de réparation maximum autorisé
Réparations ne nécessitant pas le remplacement de pièces et/ou pouvant être réalisées au moyen de pièces disponibles dans le stock embarqué du technicien intervenant	4 heures ouvrées à compter de l'arrivée du technicien sur site pour l'intervention initiale
Réparations nécessitant le remplacement de pièces NON disponibles dans le stock embarqué du technicien intervenant	5 jours ouvrés à compter de la mise en sécurité de l'équipement

Exceptionnellement, dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité de respecter le délai précité, il en informe l'organisme concerné de manière argumentée par courriel. Il précise également le délai qui sera nécessaire à la réalisation de la prestation.

A la demande de l'organisme, une fontaine d'une catégorie équivalente pourra être gracieusement mise à disposition, pour la durée de l'indisponibilité de l'équipement à réparer.

- **Délais de remplacement du matériel défaillant (Location-maintenance) :**

Il s'agit du délai donné au titulaire, à compter de la sollicitation de l'organisme (appel du service support, confirmé par mail ou lors d'une maintenance préventive) suite à la constatation de la défaillance, pour remplacer le matériel défaillant par un équipement au moins équivalent.

Les délais de remplacement maximum autorisés dans le cadre du marché sont précisés ci-dessous. Ils s'achèvent à la désinstallation, enlèvement de la fontaine défaillante et réinstallation de la nouvelle fontaine remise en service normal (raccordement compris).

Type de remplacement	Délai de remplacement maximum autorisé
Remplacement d'une fontaine défaillante	5 jours ouvrés à compter de la sollicitation de l'organisme suite à la constatation de la défaillance

- **Délais de déplacement d'une fontaine :**

Il s'agit du délai donné au titulaire, à compter de la demande de l'acheteur (appel du service support, confirmé par mail), pour le déplacement d'une fontaine.

Les délais de déplacement maximum autorisés dans le cadre du marché sont précisés ci-dessous :
Ils s'achèvent à la réinstallation de la fontaine remise en service normal (raccordement compris).

Type de déplacement	Délai de déplacement maximum autorisé
Déplacement en cas de déménagement, de réaménagement ou de restructuration des locaux des organismes membres	5 jours ouvrés à compter de la demande de l'organisme

En cas de non-respect de l'ensemble des délais cités ci-dessus, les pénalités prévues à l'article 5.7 du présent CCP seront appliquées.

- **Délais de désinstallation et d'enlèvement des fontaines en fin de marché :**

En fin de marché, le titulaire et chaque organisme conviendront d'un planning de désinstallation et d'enlèvement des fontaines en location-maintenance, de manière à pouvoir permettre au titulaire suivant de pouvoir installer ses équipements sans rupture de service.

A défaut d'enlèvement par le titulaire sortant dans les conditions définies, la pénalité prévue à l'article 5.7 du présent CCP sera appliquée.

5.5.4 – Consignes liées à la sécurité et à l'accès aux locaux et aux installations

Le personnel du titulaire est tenu de se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'ensemble des établissements des organismes membres du groupement d'achats.

Il portera des vêtements de travail arborant la raison sociale du titulaire, ou sera muni d'un badge distinctif.

L'attention du titulaire du présent marché est attirée sur les dispositions à prendre afin de garantir, outre son personnel, la sécurité et la protection des personnes présentes sur les sites d'intervention, à quelque titre que ce soit, notamment en périodes de crises sanitaires.

Par conséquent, **le titulaire devra prendre contact en début de marché, avec le référent sécurité de chaque organisme afin de prendre toutes les dispositions afférentes à la sécurité (plan de prévention, remise du livret de sécurité du prestataire, ...).**

Les techniciens portent et utilisent leurs équipements de protection individuelle de sécurité et assurent leur sécurité conformément à la législation en vigueur.

Le titulaire prendra à sa charge les contraintes éventuelles de livraison des fontaines ; il lui appartient de prendre connaissance des contraintes d'accès et de circulation à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments.

Le titulaire devra respecter les consignes d'utilisation des ascenseurs et monte-charges et notamment ne pas dépasser les charges maximales autorisées. En aucun cas il ne devra perturber le fonctionnement global du bâtiment.

Enfin, les agents du titulaire possèdent les habilitations en rapport avec la nature de leurs interventions.

Ces dispositions seront applicables pour la durée totale du marché, reconductions incluses.

5.5.5 – Protection et remise en état des sites d'intervention, gestion des déchets et emballages

Le titulaire prendra à sa charge la protection des sols, des murs et des locaux en général.

Conformément à l'article 9.2 du présent CCP, le titulaire a la pleine responsabilité des dommages occasionnés de son fait, dans le cadre de l'exécution des prestations du marché, et les réparations seront mises à sa charge.

Le titulaire s'engage à enlever tous ses emballages et autres déchets à ses frais immédiatement après déballage, à en assurer le retraitement et le recyclage par le biais d'une filière adaptée et à laisser les lieux et les équipements objets du marché en parfait état de fonctionnement et de propreté.

Il est formellement interdit au titulaire de laisser ses déchets et/ou emballages professionnels dans les bacs à déchets des organismes.

Il est également formellement interdit de rejeter des produits toxiques dans les égouts ou éviers des organismes.

Le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 5.7 en cas de manquement à ces règles.

5.5.6 – Remplacement, déplacement et enlèvement des fontaines

➤ Location-maintenance

En cas de défaillance technique d'une fontaine à eau, le titulaire du marché s'engage à remplacer la ou les fontaine(s) défaillante(s) pendant la durée totale du marché. À défaut d'un tel remplacement, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 5.7 du présent CCP et dans les délais indiqués à l'article 5.5.3 du présent CCP.

Le titulaire s'engage par ailleurs :

- A déplacer les fontaines (désinstallation et réinstallation comprises sur le réseau existant), en cas de déménagement, de réaménagement ou de restructuration des locaux des organismes membres du groupement d'achats, dans les délais indiqués à l'article 5.5.3 du présent CCP.
- A prendre à sa charge la désinstallation et la récupération de l'ensemble des fontaines du parc, à l'expiration du contrat ou dans tout autre cas (ex : fermeture d'un site).
La facturation des forfaits ne pourra en aucun cas dépasser la date d'expiration du marché, sauf avenant de prolongation.

Dans le cas où le titulaire sortant ne récupérerait pas ses fontaines à l'issue du marché, dans les conditions et délais convenus avec chaque organisme, pour permettre au titulaire suivant d'installer ses fontaines, l'acheteur se réserve le droit de désinstaller ou de faire désinstaller par le titulaire entrant, les équipements du titulaire sortant.

L'état des matériels et leur fonctionnement ne pourront être opposés aux organismes, sauf dégradation de leur fait.

Une pénalité de stockage pourra être appliquée dans le cas où le titulaire sortant ne récupérerait pas ses fontaines dans les délais convenus avec chaque organisme à l'issue du marché (Cf. Art. 5.7).

➤ Maintenance seule

Les organismes concernés pourront demander le déplacement de fontaines en cas de déménagement, de réaménagement ou de restructuration de leurs locaux, dans les délais indiqués à l'article 5.5.3 du présent CCP. Cette prestation sera facturée dans les conditions énoncées au point 6.1.2 du présent CCP.

A défaut de non-respect des délais, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 5.7 du présent CCP.

5.6 – Suivi des prestations

La fourniture de tous les documents liés au suivi d'interventions sont inclus dans le coût de celles-ci.

Dans le cadre d'une démarche de développement durable, la dématérialisation des documents de suivi d'intervention sera appréciée.

5.6.1 – Réunions de suivi

Le Coordonnateur organise selon ses besoins, et a minima une fois par an, une ou plusieurs réunions de suivi de l'exécution du marché avec le titulaire.

Des réunions de suivi pourront avoir lieu à la demande entre le titulaire et chaque organisme concerné.

5.6.2 – Bons d'intervention

Chaque visite préventive et/ou curative fera l'objet d'un bon d'intervention signé des deux parties sur lequel seront indiqués :

- Le nom lisible de l'intervenant.
- La date, l'heure d'arrivée sur site et l'heure de fin d'intervention.
- Le site de l'intervention.
- La nature de l'intervention.
- Les relevés et remarques éventuelles.

Une copie de ce document sera à l'issue de l'intervention, soit remise au représentant du pouvoir adjudicateur en format papier, soit transmise via courriel ou soit disponible via l'espace client internet du titulaire ou doit être automatiquement joint aux factures correspondantes (maintenance préventive et curative).

Les formats dématérialisés seront à privilégier.

5.6.3 – Livrets d'entretien pour la maintenance seule (hors location-maintenance)

En début de marché, le titulaire fournira un livret d'entretien, carnet de vie de l'équipement, pour chaque équipement.

Le livret d'entretien est remis au représentant de chaque organisme, qui le tient à disposition du titulaire, lors de chaque intervention. Il détaille les éléments suivants :

- Le nom du titulaire du contrat,
- Le numéro de la hotline,
- Le numéro d'identification, le type et l'adresse de l'équipement,
- Toutes les opérations de maintenance et toutes les réparations réalisées sur l'équipement, y compris les recommandations (*amélioration, remplacement et autres*),
- Lors de chaque passage : le nom, la date et la signature de l'intervenant.

5.7 – Pénalités et réfections

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour remplir ses obligations contractuelles ou, en cas d'impossibilité, à en informer l'organisme concerné, de préférence par courriel à l'adresse communiquée par ce dernier ou à défaut par tout autre moyen écrit, dans les plus brefs délais.

Cependant, en cas de non-respect des termes du marché public, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14 du cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur, ces pénalités s'appliqueront selon les conditions définies ci-après.

5.7.1 – Nature et montant des pénalités (HORS champ de TVA) et réfections

Pénalités :

Nature des pénalités	Point de départ des pénalités	Montants des pénalités	Fréquence des pénalités
<u>Non-respect du délai de livraison et d'installation des fontaines en location-maintenance</u> dans les délais impartis (Art. 5.5.1 : 20 jours ouvrés a/c de la réception du BC)	Expiration du délai de livraison et d'installation prévu à l'article 5.5.1 du CCP (20 jours ouvrés a/c de la réception du BC)	10 €	Par jour ouvré de retard et par fontaine
<u>Défaut de production du planning prévisionnel de maintenance préventive</u> dans les délais impartis (Art. 5.5.2 : 30 jours calendaires, a/c début ou reconduction marché)	Expiration du délai prévu à l'article 5.5.2 du CCP (30 jours calendaires a/c du début ou de la reconduction du marché)	10 €	Par jour ouvré de retard, pour la réception d'un planning complet
<u>Non-respect du planning de maintenance préventive validé sans modification validée dans les délais impartis</u> (Cf. CCP – art. 5.5.2)	Défaut d'intervention à la date planifiée	20 €	Par jour ouvré de retard et par site
<u>Non-respect des délais d'intervention</u> (Art. 5.5.3 CCP)	Expiration du délai d'intervention (2 jours ouvrés a/c de la demande d'intervention)	25 €	Par jour ouvré de retard et par fontaine
<u>Non-respect des délais de réparation ne nécessitant pas le remplacement de pièces et/ou pouvant être réalisées au moyen de pièces disponibles dans le stock embarqué du technicien du titulaire</u> (Art. 5.5.3 et 5.5.6 CCP)	Expiration du délai de réparation (4 heures ouvrées a/c de l'arrivée sur site du technicien pour l'intervention initiale)	10 €	Par heure ouvrée de retard et par fontaine
<u>Non-respect des délais de réparations nécessitant le remplacement de pièces et/ou pouvant être réalisées au moyen de pièces NON disponibles dans le stock embarqué du technicien du titulaire</u> (Art. 5.5.3 et 5.5.6 CCP)	Expiration du délai de réparation (5 jours ouvrés a/c de l'arrivée sur site du technicien pour l'intervention initiale)	25 €	Par jour ouvré de retard et par fontaine
<u>Non-respect du délai de remplacement de fontaines en location-maintenance défaillantes</u> (Art. 5.5.3 CCP)	Expiration du délai de remplacement (5 jours ouvrés a/c de la demande de l'organisme)	10 €	Par jour ouvré de retard et par fontaine
<u>Non-respect du délai de déplacement en cas de déménagement, de réaménagement ou de restructuration des locaux des organismes membres</u> (Art. 5.5.3 CCP)	Expiration du délai de déplacement (5 jours ouvrés a/c de la demande de l'organisme)	10 €	Par jour ouvré de retard et par fontaine
<u>Défaut de production du planning prévisionnel d'enlèvement des fontaines</u> dans les délais impartis (Art. 5.5.3)	Expiration du délai convenu entre les parties	10 €	Par jour ouvré de retard, pour la réception d'un planning complet
<u>Non-respect du planning d'enlèvement des équipements en fin de marché selon le planning définis avec chaque organisme</u> (Art. 5.5.6)	Défaut d'enlèvement à la date planifiée	5 €	Par jour ouvré de retard et par fontaine
<u>Défaut de production du bon d'intervention conforme à l'issue de chaque prestation</u> (Art. 5.6.2 CCP)	Constat de non production, 48 heures après la fin de l'intervention	10 €	Par constat, par équipement
<u>Non-respect de l'obligation de compléter le livret d'entretien à l'issue de chaque intervention</u> (Art. 5.6.3 CCP)	Constat de manquement, à l'issue de l'intervention, après le départ du technicien	10 €	Par constat, par équipement

<u>Non-respect des consignes de sécurité énoncées à l'article 5.5.4 du CCP</u>	Constat	50 €	Par constat
<u>Non protection et remise en état du site d'intervention et des équipements, non-respect des consignes de traitement des déchets et emballages (Art 5.5.5 du CCP)</u>	Constat	500 €	Par constat
<u>Rupture de stock de bonbonnes, du fait du titulaire (art. 5.4.2 : l'approvisionnement est à la charge du titulaire)</u>	Constat de rupture de stock	50 €	Par jour de rupture
<u>Sous-traitance occulte</u> : dans le cas où le représentant de l'acheteur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur les sites de personnels d'une autre entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au pouvoir adjudicateur ou non acceptée par ce dernier)	Infraction constatée	1.500 €	Par infraction (pénalité appliquée au titulaire du marché)

Réfections pour mauvaise exécution des prestations :

Seules les prestations effectivement réalisées conformément au CCP ouvrent droit à paiement.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS en vigueur, lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

- Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.
- Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Ainsi, les périodes d'indisponibilité des équipements, suite à pannes ou dysfonctionnement, dans le cadre normal d'utilisation, seront déduites du forfait mensuel facturé.

1/20^e du forfait mensuel sera décompté de la facture de l'équipement concerné, par journée ouvrée d'indisponibilité.

Dans le cadre de la maintenance seule, cette réfaction ne s'appliquera que si l'équipement indisponible n'est pas remplacé pendant la période d'indisponibilité.

5.7.2 – Modalités d'application des pénalités

Les pénalités sont applicables dans les conditions exposées à l'article 5.7.1 ci-dessus, et sont cumulables.

Elles sont notifiées par tout moyen écrit (courriel, courrier) permettant de donner une date certaine à la décision, mais principalement par échanges dématérialisés à l'adresse courriel communiquée par le titulaire dans son offre.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG en vigueur, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités seront retenues sur les factures à régler.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS en vigueur, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché.

Cette limite s'applique séparément pour chacun des organismes du groupement.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS en vigueur, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.8 – Clause de non exclusivité

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS en vigueur, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires pour des prestations similaires à celles dont le présent marché fait l'objet, en cas d'incapacité du titulaire à honorer une commande qui lui a été passée dans les conditions prévues au marché.

L'éventuelle différence de coût qui en résulterait serait mise à la charge du titulaire défaillant.

ARTICLE - 6 PRIX DU MARCHÉ

Le présent marché sera traité à prix fermes la première année, puis sera révisé selon les modalités prévues à l'article 6.3 du présent CCP.

Suite à la notification du marché, le point de départ de la facturation de chaque organisme ayant opté pour une formule de location-maintenance sera la date effective d'installation des fontaines à eau louées à cet organisme. Il en sera de même pour toute fontaine supplémentaire commandée en cours de marché.

De même, en cas d'enlèvement d'une fontaine en cours de marché, la facturation ne saurait être postérieure à la date d'enlèvement convenue entre le titulaire et les organismes, sauf si le retard dans l'enlèvement est du fait de l'acheteur.

La facturation ne saurait excéder la date de fin du marché, sauf avenant de prolongation.

6.1 – Contenu et forme des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS en vigueur, l'ensemble des prix indiqué au BP est réputé comprendre :

- Les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant les prestations,
- Les frais généraux, d'assurance et toutes taxes afférentes,
- L'outillage, les consommables (produits de nettoyage...) et fournitures (filtres au charbon actif ou autres, capsules de gaz pour les fontaines à eau gazeuse...) nécessaires à la réalisation de la maintenance dans les règles de l'art,
- La lubrification, le nettoyage, les réglages et toutes autres opérations nécessaires au bon fonctionnement des équipements,
- Les frais liés à la production et à la fourniture des documents de suivis des prestations fournies (bons d'intervention, factures...) et les frais liés aux réunions réalisées dans le cadre du marché,
- Le recyclage et le traitement des différents déchets et emballages,
- Toutes autres dépenses inhérentes à la bonne exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément, de quelque sorte que ce soit, ne puisse s'y ajouter,
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les tarifs comprennent également les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des missions qui lui sont confiées dans les conditions et délais fixés par le marché.

6.1.1 – Prix forfaitaires de location-maintenance (pour l'ensembles des lots)

Les forfaits indiqués par le titulaire au BP comprennent tous les éléments ci-dessous, nécessaires à la réalisation des prestations :

- La location des fontaines,
- La livraison, le déballage, l'installation, le raccordement des fontaines sur le réseau d'eau potable, sur le réseau électrique et à l'évacuation ou au bidon de récupération,

- Le déplacement de fontaines (désinstallation et réinstallation comprises sur les réseaux existants) en cas de déménagement, de réaménagement ou de restructurations des locaux des organismes membres du groupement d'achat,
- Le remplacement à l'identique, des fontaines défectueuses,
- Le retrait des fontaines en fin de marché (coordonné avec le titulaire entrant et l'acheteur) ou en tout autre cas (fermeture de site, réaménagement...),
- La totalité des frais engagés dans le cadre des prestations de maintenance préventive et curative, y compris les frais de main d'œuvre et de déplacement (Cf. art. 5.3.1 et 5.3.2 du présent CCP),
- L'intégralité des frais énumérés à l'article 6.1 ci-dessus.

Les prix proposés sont identiques que la fontaine soit neuve ou reconditionnée, et quel que soit le mode de raccordement à l'évacuation choisi (réseau ou bidon).

6.1.2 – Prix de maintenance seule (lots N° 2 et 3)

6.1.2.1 – Maintenance préventive

Le forfait indiqué par le titulaire au BP comprend tous les éléments nécessaires à la réalisation des prestations ci-dessous :

- La totalité des frais engagés dans le cadre des prestations de maintenance préventive (Cf. art. 5.3.1 du présent CCP), y compris les frais de main d'œuvre et de déplacement inhérents à ces prestations.
- L'intégralité des frais énumérés à l'article 6.1 ci-dessus, pour les prestations incluses dans le forfait.

6.1.2.2 – Maintenance curative et déplacement de fontaines

Le candidat indiquera au bordereau des prix, le tarif horaire de main d'œuvre et le forfait de déplacement qu'il garantira pour la maintenance curative et les autres prestations hors forfait (déplacement de fontaines).

Pièces de rechange :

Les pièces de rechange hors garanties nécessaires à la maintenance curative seront facturées aux prix catalogue éventuellement remisés.

Le candidat indiquera pour information dans le bordereau des prix, le taux de remise consenti sur les pièces de rechange.

Le titulaire fournira en annexe à sa facture, les extraits de catalogues fournisseurs sur lesquels figurent les références nécessaires aux réparations.

6.1.3 – Bonbonnes

Le tarif des bonbonnes indiqué au bordereau des prix inclura tous les éléments relatifs à l'approvisionnement, y compris les frais de livraison, à l'enlèvement et à la revalorisation/recyclage/réutilisation des bonbonnes vides, de sorte qu'aucun supplément ne puisse être demandé.

6.1.4 – Analyse du pH de l'eau

Le tarif indiqué par le titulaire au BP comprend tous les éléments ci-dessous, nécessaires à la réalisation de la prestation :

- Analyse du pH proprement dite ; depuis le prélèvement et jusqu'à la communication des résultats,
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement liés à la réalisation de la prestation,
- L'intégralité des frais énumérés à l'article 6.1 ci-dessus.

6.2 – Bon de commandes

Location-maintenance

En début de marché, puis à chaque commande complémentaire s'il y a lieu, chaque organisme établira un bon de commande à destination du titulaire, dans lequel il indiquera :

- Le type, la quantité de fontaines commandées et le mode d'évacuation choisi,
- Le lieu d'implantation pour chaque fontaine commandée,

Les appareils devront être du modèle convenu ou, à défaut, d'un modèle supérieur du point de vue technique, sans que ce changement de matériel ait une incidence sur le prix.

Maintenance uniquement

Chaque organisme établira un bon de commande à destination du titulaire, dans lequel il indiquera pour les fontaines à maintenir :

- Le lieu d'implantation,
- La quantité,
- Les références.

Un rectificatif sera fourni au titulaire en cas de modification du parc de fontaines de l'organisme.

Chaque bon de commande comportera à minima les mentions suivantes :

- Raison sociale du titulaire,
- Coordonnées de l'organisme émetteur du bon de commande,
- Références du marché,
- Numéro de bon de commande,
- Lieu d'intervention et les références de l'équipement concerné,
- Nature de la prestation (et quantification si nécessaire),
- Montant des prestations, établi conformément aux conditions contractuelles hors TVA,
- Montants et taux de TVA légalement applicables,
- Tous rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors du marché et directement liés au marché,
- Montant total TTC des prestations à réaliser.

Dès réception de la commande, le titulaire en accuse réception et prépare son exécution dans les délais prévus à l'article 5.5 du présent CCP.

La durée de validité des bons de commandes ne peut excéder trois (3) mois à compter de leur émission.

6.3 – Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du présent marché sont fermes sur la période initiale de 12 mois de l'accord cadre, et sont ensuite révisables à chaque date anniversaire du contrat, par application de la formule ci-dessous :

$$P = P_o \times \{0,15 + (0,15 \times FSD2/FSD2_o) + (0,70 \times ICHT-IME/ICHT-IME_o)\}$$

Dans laquelle :

P = prix après révision.

P_o = prix indiqué au BP aux conditions du mois zéro (M0).

- Au dénominateur figurent les valeurs et les indices correspondant aux paramètres ci-dessous (FSD2_o, ICHT-IME_o) à la date limite de remise des offres, soit le mois M₀ (septembre 2025).
- Au numérateur figurent les valeurs de ces mêmes indices (FSD2, ICHT-IME) ; ce sont les derniers indices publiés à la date de la révision des prix.

FSD2 = indice frais et services divers, indice établi et publié dans Le Moniteur ainsi que sur le site Internet du Moniteur www.lemoniteur-expert.com - rubrique indices). Il intègre notamment le transport, la communication et l'énergie.

ICHT-IME = indice du coût horaire du travail, tous salariés dans les industries mécaniques et électriques, indice établi et publié dans Le Moniteur ainsi que sur le site Internet du Moniteur www.lemoniteur-expert.com - rubrique indices). Il intègre notamment l'évolution des salaires, les charges sociales et les taxes nettes sur subventions.

La révision des prix a pour but de prendre en compte les évolutions des conditions économiques et produit ainsi ses effets à la hausse comme à la baisse.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les coefficients seront arrondis au millième supérieur.

Les montants en euros seront arrêtés à deux décimales et les règles de l'arrondi arithmétiques seront appliquées si nécessaire.

Il appartient au titulaire de fournir l'ensemble des éléments relatifs au calcul de la révision. A l'appui d'un bordereau des prix récapitulant les prix révisés, le titulaire devra fournir les justificatifs des indices et index concernés par la formule de révision des prix.

L'acheteur notifie au titulaire son acceptation de la révision de prix dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

L'acceptation définitive de la révision de prix se traduit par la signature par les deux parties, du BP révisé.

ARTICLE - 7 MODALITES DE REGLEMENT

7.1 – Acomptes

Les modalités de règlement des acomptes sont définies aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique.

7.2 – Présentation des demandes de paiement

Les factures seront adressées à chaque membre du groupement, pour la part le concernant, conformément aux dispositions ci-dessous :

- Pour les prix forfaitaires figurant au BP, une facturation mensuelle par organisme,
- Pour les prix hors forfait figurant au BP, une facturation par organisme à l'issue de la prestation.

En application des dispositions des articles L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le **vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée** : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'organisme concerné informera le titulaire du rejet de sa facture, par mail ou par courrier, et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'organisme concerné informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme concerné en tant que destinataire de la facture (Cf. liste des référents remise au titulaire à la notification du marché),
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : à demander au référent de l'organisme concerné,
- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro de commande. A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le nom du marché : « PrA-GE-09 ».

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra faire parvenir la facture au format papier, en un exemplaire original, par voie postale à l'adresse de l'organisme concerné.

La facture papier ou électronique portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- Le cas échéant, le numéro de SIRET,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- La référence du marché,
- Le numéro du bon de commande,
- La désignation de l'organisme débiteur,
- La date d'exécution des prestations,
- La désignation des prestations et leur quantification,
- Le montant unitaire des prestations admises, établi conformément aux conditions contractuelles hors TVA,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables,
- Tous rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- Le montant total TTC des prestations réalisées,
- La date de facturation,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Remarque : en cas de sous-traitance déclarée et acceptée, les factures du sous-traitant supérieures ou égales à 600 € T.T.C devront être adressées par ce dernier à l'organisme concerné pour un paiement direct, ainsi qu'au titulaire du marché pour validation. Pour éviter des erreurs de paiement, le titulaire devra impérativement fournir le détail des prestations sous-traitées avec les montants afférents.

7.3 Délai global de paiement

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes, adressées par le titulaire, ou le cas échéant par son sous-traitant à chaque organisme du groupement d'achats.

Les factures ne pourront donner lieu à règlement que si le service est réalisé en totalité.

Ainsi, une prestation pour laquelle un des documents ci-dessous est manquant ne pourra par exemple pas donner lieu à paiement avant régularisation :

- Bon d'intervention signé.
- Livret d'entretien mis à jour et signé (maintenance seule).

En cas de retard de paiement, le créancier a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours pour l'organisme.

7.4 – Paiement des groupements d'opérateurs économiques (cotraitants)

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives aux groupements d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS en vigueur.

7.5 – Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS en vigueur, seuls seront notifiés au titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement,
- La copie de l'annexe financière.

Le pouvoir adjudicateur délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du titulaire.

ARTICLE - 8 SOUS-TRAITANCE

Les obligations du candidat en matière de sous-traitance sont celles énoncées par la loi du 31 décembre 1975, ainsi que les articles L.2193-1 à L.2193-14, R.2193-1 à R.2193-22 et R.2393-24 à R.2393-40 du code de la commande publique.

Le titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La déclaration de sous-traitance est effectuée par le biais du formulaire DC4 en vigueur.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique).

La sous-traitance n'est autorisée que dans les cas suivants :

- Elle ne peut porter que sur les marchés publics de travaux ou de services mais en aucun cas sur les marchés publics de fournitures,
- Elle ne peut-être que partielle,
- Elle n'est régulière qu'après accord du pouvoir adjudicateur ; ainsi le candidat précisera le ou les domaine(s) d'intervention pour le(s)quel(s) il aura recours à la sous-traitance et il devra identifier ses sous-traitants.

La sous-traitance et l'emploi de personnes en difficulté d'insertion :

Le titulaire du marché aura la possibilité de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion. Pour ce faire, le titulaire pourra, s'il le souhaite et pour les prestations pour lesquelles la sous-traitance est autorisée, faire appel à des structures d'insertion par l'activité économique agréées par l'Etat.

Les structures d'insertion par l'activité économique ont pour objet principal l'insertion par l'emploi. Il s'agit de mettre en situation de travail des personnes qui, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, peuvent toutefois être placées en emploi moyennant un soutien. Ces structures proposent à ces personnes des contrats de travail et mettent à la disposition des salariés en insertion un encadrement professionnel et social afin de rendre leur accès le plus rapide au marché de l'emploi classique.

Si le montant des prestations sous-traitées atteint 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant devra également être fourni avec la déclaration. En effet, selon les dispositions du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficie du droit au paiement direct dès lors que le montant des prestations exécutées en application du marché est supérieur ou égal à 600 € TTC.

9.2 – Responsabilité

Le titulaire a la charge entière de la stricte application des lois et règles ; notamment celles de la législation et de la réglementation du travail.

A ce titre, et conformément à l'article 6 du CCAG-FCS en vigueur, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur en France.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations sur la durée totale du marché, sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire est également responsable :

- Des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses prestations,
- Des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant aux organismes par suite ou en cours d'exécution de ses prestations,
- Du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux des organismes.

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le pouvoir adjudicateur en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel des organismes membres du groupement d'achats et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher. On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement atteinte au déroulement normal de l'exécution du marché.

9.3 – Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS en vigueur, tout titulaire (mandataires et groupements d'opérateurs économiques inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances nécessaires, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire s'engage à maintenir l'ensemble de ses polices d'assurance en vigueur, pendant toute la durée du présent marché et notamment à payer régulièrement les primes correspondant aux échéances contractuellement convenues.

ARTICLE - 10 RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS en vigueur.

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS en vigueur, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire ne percevra aucune indemnité pour les prix forfaitaires restant dus.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-8 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire, sans indemnité.

Il en sera de même si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de celle-ci.

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de mettre fin au marché à chaque période de reconduction. Cette décision sera alors notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

ARTICLE - 11 FORCE MAJEURE

Par force majeure, il faut entendre tout évènement imprévu ou toute circonstance fortuite dont l'origine est indépendante de la volonté de la partie qu'elle affecte et qui ne pouvait être évité(e) ni empêché(e) malgré tout le soin requis et qui rend partiellement ou totalement impossible ou illégal pour la partie concernée, l'accomplissement de ses obligations découlant du marché.

Sont notamment considérés comme « évènements de force majeure », pour autant qu'ils respectent les conditions ci-dessus mentionnées, les cas repris dans la liste non exhaustive suivante :

- Lois et décisions du gouvernement ou des autorités gouvernementales ou des représentants gouvernementaux,
- Actes de l'ennemi public, guerres, troubles civils et militaires, blocus, insurrections, émeutes, épidémies, pandémies, quarantaines, actes de terrorisme, ...
- Foudre, tremblements de terre, incendies, catastrophes aériennes et maritimes, explosions, interruptions de l'approvisionnement en énergie,
- Grèves extérieures au personnel de la partie qui revendique le cas de force majeure.

Si en raison d'un évènement de force majeure, une partie ne peut accomplir les obligations qui lui incombent en application du présent marché, sa responsabilité ne pourra être mise en cause et l'exécution de ces obligations sera suspendue aussi longtemps que perdurera l'évènement de force majeure.

La partie affectée par un évènement de force majeure doit néanmoins continuer à exécuter celles de ses obligations qui ne seraient pas affectées par le cas de force majeure lorsqu'une telle exécution fractionnée ne présente pas de danger pour les matériels et pour toute personne intervenant sur les matériels, et faire en sorte de reprendre dès que possible l'exécution normale du présent marché.

La partie qui sollicite la suspension de l'exécution de ses obligations informera l'autre partie par tout moyen dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 8 jours qui suivront le jour où elle aura connaissance de la survenance de l'évènement de force majeure et en précisera les circonstances.

Les parties prendront toute mesure appropriée afin de limiter les conséquences dommageables de l'évènement de force majeure.

ARTICLE - 12 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE - 13 REGLEMENT DES LITIGES – LANGUES – EVOLUTION DE LA LEGISLATION

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

En cas de différend concernant l'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire peuvent, dans le but d'aboutir à une solution amiable et équitable, saisir :

- Soit le médiateur des entreprises (articles L2197-4, R2197-23 et R2197-24 du code de la commande publique),
- Soit le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nancy.

A défaut d'accord amiable, toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du tribunal judiciaire de Nancy, rue du Général Fabvier à Nancy (54035).

Par dérogation aux articles 5.2.2 (Protection des données à caractère personnel), 6.2 (protection de la main-d'œuvre) 7.2 (Protection de l'environnement) du CCAG-FCS en vigueur, toute évolution législative en cours d'exécution du marché s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par une modification du marché sauf :

- Pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.
- Pour le cas où une disposition de ladite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

ARTICLE - 14 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

- Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

- Chacune des Parties s'engage notamment à :
- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
 - Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
 - Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
 - Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
 - Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
 - Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,

- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

➤ Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE - 15 DEVELOPPEMENT DURABLE

Le pouvoir adjudicateur s'inscrit dans une démarche de développement durable, ce qui suppose qu'il exige de la part de ses fournisseurs qu'ils prennent les mesures qui s'imposent au regard notamment de la protection de l'environnement.

A ce titre, seront détaillés au point 2 de son mémoire technique, les moyens mis en œuvre par le titulaire pour respecter cet engagement, comme :

- La dématérialisation des documents liés à la vie du marché,
- Le dispositif de recyclage et d'élimination des déchets et emballages, précisant notamment la méthode de gestion des déchets rationalisée (déchets graisseux, pièces en fin de vie, solvants, DEEE, ...) et la moins polluante possible (valorisation, recyclage, traçabilité...), les filières de retraitement et de réemploi des bonbonnes vides,
- La performance environnementale des équipements : présence d'un mode « économie d'énergie », utilisation d'un gaz réfrigérant d'origine naturelle sans impact sur l'environnement.
- La formation ou information éco-conduite des intervenants et les autres actions en faveur du développement durable en lien avec le marché.

ARTICLE - 16 DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHE

Pour une bonne gestion du marché ou pour tous renseignements, le titulaire désignera, pour chaque lot, dans le tableau fourni en annexe 1, les personnes référentes de ce marché qui seront les interlocuteurs privilégiés des organismes.

S'ils diffèrent, en fonction de la zone géographique, le titulaire indiquera dans son offre, les coordonnées de l'ensemble des référents, ainsi que le périmètre d'intervention de chacun d'entre eux.

En cas de changement de référents ou de leurs coordonnées, le titulaire du marché en informe les organismes dans les meilleurs délais par courriel aux adresses qui lui seront communiquées suite à l'attribution du marché.

La liste des référents de chaque organisme du groupement d'achats sera transmise au titulaire de chaque lot lors de l'attribution du marché.

ARTICLE - 17 DEROGATION AU CCAG-FCS EN VIGUEUR

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS,
- L'article 5.7 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS,
- L'article 5.7.2 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS,
- L'article 7.5 du CCP déroge aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS,
- L'article 10 du CCP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS,
- L'article 13 du CCP déroge aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS.